*NOM Prénom(s)*

*Adresse de l'expéditeur*

*Code postal Commune*

Officier du Ministère public

près le Tribunal de police de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

[*Adresse figurant sur l'avis de contravention reçu*]

A [*commune*], le [*date*]

Objet : Contestation d'avis de contravention n° [*numéro de l’avis de contravention à 10 chiffres*]

Madame, Monsieur l’Officier du Ministère public,

Je vous informe contester l’infraction qui a été retenue à mon encontre le *[date et heure retenues sur l’avis de contravention]* à [*lieu précis retenu sur l’avis de contravention*] du chef de déplacement hors du domicile interdit dans une circonscription territoriale où l’état d’urgence sanitaire est déclaré, prévue les dispositions de l'article L.3136-1 du Code de la santé publique. Cette contravention de quatrième classe incrimine le fait de se déplacer hors de son domicile, à l’exception des déplacements autorisés par l’article 3 du décret du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

A ce titre, vos services m'informent par courrier en date du [*indiquer la date du courrier*], que je suis débiteur de la somme de [*inscrire le montant total*] euros eu égard à l’amende infligée.

Je tiens par la présente à vous signaler que la sanction appliquée revêt un caractère abusif. En effet, le déplacement pour lequel j’ai été sanctionné répond aux critères dérogatoires prévus par l’alinéa 1 de l'article 3 du décret du 23 mars 2020.

Conformément à l'alinéa 1, 1° de l'article 3 du décret du 23 mars 2020, je me déplaçais sur mon lieu de travail, qui se situe au [adresse du lieu de travail]. Je devais donc emprunter la départementale/rue *[numéro de la départementale ou nom de la rue]* / le métro n° [*numéro de la ligne de métro*] pour me rendre sur mon lieu de travail.

J'en veux pour preuve les pièces justificatives que je joins à cette lettre. Vous y trouverez mon contrat de travail et un justificatif de déplacement professionnel signé par mon employeur. Je joins également une copie de l’attestation de déplacement dérogatoire exigée par l’alinéa 2 de l’article 3 du décret du 23 mars 2020, qui justifie de mon déplacement.

En vous attestant sur l'honneur de ma bonne foi, je conteste la contravention et je compte sur votre indulgence pour me dispenser de son paiement. Je vous remercie d'avance pour votre diligence.

Dans l'attente, je vous prie d'agréer mes plus sincères salutations,

*Prénom(s) NOM*

Signature

Pièces jointes :

* Avis de contravention originale
* Copie de l’attestation de déplacement dérogatoire
* Contrat de travail
* Le justificatif de déplacement professionnel signé par mon employeur.